

M. Mulroney: Comme le ministre l'a mentionné, 580,000 emplois ont été créés. La ministre d'État à la Jeunesse travaille en collaboration avec tous les autres ministres à la création d'un nombre encore plus grand d'emplois.

L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT ENVERS LA JEUNESSE

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, le premier ministre ne croit-il pas qu'il rendrait service aux jeunes beaucoup plus qu'à la Chambre s'il répondait à la question? Où est passé l'engagement envers la jeunesse, que deux groupes de travail ont déclaré nécessaire, de ce gouvernement qui appuie la ministre d'État à la Jeunesse en lui retirant ses programmes et son budget?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, rien ne fait mieux ressortir la différence entre un socialiste et un conservateur que les propos d'un socialiste sur les programmes destinés à la jeunesse. Il pense à la bureaucratie alors que nous pensons aux emplois.

Des voix: Bravo!

M. le Président: A l'ordre.

M. Broadbent: Cette réponse doit être la pire de tous les temps.

M. Blackburn (Brant): Si vous n'avez pas besoin de ses services, pourquoi la gardez-vous?

M. le Président: A l'ordre.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

LES PRIX INITIAUX DES GRAINS

M. Bill Gottselig (Moose Jaw): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé. Mes électeurs ont exprimé leurs doléances au sujet du projet de loi américain sur l'agriculture et des répercussions qu'il aura probablement sur le prix initial du blé. Les agriculteurs de l'ouest du Canada sont actuellement très inquiets et l'incertitude règne dans ce milieu. Que peut dire le ministre au sujet des prix initiaux des grains pour la campagne 1986-1987?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, le député aborde un problème très grave. Tous ceux qui comprennent le projet de loi américain sur l'agriculture, et surtout ce que la Communauté économique européenne fait en matière de subventions, se rendent compte que la situation est très difficile. Je signale au député qu'en Europe notamment, les subventions sur le blé s'élèvent à plus de \$100 la tonne et à environ \$130 la tonne pour l'orge. Il est très difficile de soutenir une telle concurrence. Je signale toutefois au député que nous nous attaquons au problème et que nous ferons de notre mieux. Nous pensons

Questions orales

pouvoir annoncer des prix initiaux au moment habituel, c'est-à-dire vers la fin de mars ou le début d'avril.

* * *

[Français]

LE BUDGET

ON DEMANDE POURQUOI LE GOUVERNEMENT N'A PAS DÉCLARÉ MONTRÉAL ZONE DÉSIGNÉE

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Le gouvernement aime s'attribuer le mérite de la création de quelques milliers d'emplois à Montréal. Est-ce que le ministre des Finances est prêt à reconnaître que son gouvernement est responsable de la perte de quelques dizaines de milliers d'emplois à Montréal, et pourquoi n'a-t-il pas, dans son budget, déclaré Montréal, en particulier l'est de Montréal, zone désignée, comme plusieurs intervenants le lui avaient demandé?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne sais pas d'où le député a tiré ses chiffres. Depuis septembre 1984, on a créé à Montréal quelque 70,000 emplois. Ce chiffre est de treize fois supérieur au nombre d'emplois créés sous le régime précédent. En ce qui concerne Montréal, le député est pertinemment au courant de notre intention de discuter de la possibilité d'y créer un centre bancaire international. C'est là un projet auquel il doit certainement souscrire avec enthousiasme.

[Français]

LA CRÉATION D'EMPLOIS À MONTRÉAL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, il me semble que le ministre des Finances croit que le Centre bancaire qui pourrait éventuellement créer 35 emplois dans deux ans n'est pas la solution, et qu'est-ce que le ministre—ma question est bien précise—va faire de concret, aujourd'hui, pour les chômeurs de la Bombardier, de la Vickers, de la Forge, de la Fonderie, qui, malgré les chiffres donnés par le ministre, n'ont pas d'emploi et attendent un geste concret pour avoir un emploi à Montréal?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député doit comprendre que les emplois sont créés par un secteur privé vigoureux qui investit et qui croît grâce à la confiance que lui inspire l'orientation prise par les programmes du gouvernement, comme en témoignent les 70,000 emplois créés dans la région de Montréal. C'est ce qui fera croître le nombre des emplois, et non pas les nombreux bureaucrates de la capitale fédérale qui s'évertueront à imaginer des moyens qui se sont révélés inefficaces à l'époque du régime libéral précédent.